

Depuis 60 ans, le planning défend les libertés

L'association nationale s'est implantée en 1962 à Marseille, rue de Rome, où les Marseillais tentaient de trouver un moyen de contraception

L'histoire du planning familial se raconte au fil de ses affiches que l'équipe marseillaise exposera cet après-midi (à partir de 13h30), dans ses locaux du boulevard National (3^e). Des couleurs vives et des slogans accrocheurs retracent les priorités de ces soixante dernières années : la lutte pour la légalisation de la contraception dans les années 60, pour la légalisation de la contraception en 1970, suivent les campagnes d'information autour du VIH, sur les violences faites aux femmes et aux enfants. Et depuis quelques années, un plaidoyer pour une approche intersectionnelle et inclusive.

À Marseille, les trente salariés et les vingt bénévoles actifs s'engagent auprès des femmes, des jeunes et des couples en s'adaptant aux évolutions de la société. Parmi eux, la charismatique coprésidente de l'association, Claire Ricciardi. "J'ai commencé par faire des prises de sang



Claire Ricciardi, coprésidente du planning familial, milite depuis vingt-cinq ans. /PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

En 1962, rue de Rome, des moyens de contraception fournis illégalement.

deux jours tous les quinze jours et puis j'ai suivi une formation conseillère conjugale et familiale et j'y suis restée, cela fait 25 ans...". sourit l'ancienne infirmière de La Timone. Ce matin, alors qu'un groupe de jeunes femmes inscrites dans un parcours IVG (Interruption volontaire de grossesse) est réuni autour d'une médiatrice, Claire Ricciardi s'accorde une pause pour jeter un regard dans le rétro. De ces vingt-cinq dernières années d'"écoute active", elle retient les "s" rajoutés à la fin de chaque mot de cette de-

visée affichée à l'entrée du local : libertés, égalités, sexualités. "C'est ce pluriel qui est important, c'est pour cela que nous sommes toujours présents. Pour accompagner chaque personne qui rentre ici". Dans les archives de l'association, on retrouve traces des débuts. Rue de Rome, médecins et "hôtesse" œuvraient pour distribuer des moyens de contraception (spermicide et diaphragmes) rapportés clandestinement de Suisse ou d'Angleterre. "La pilule n'a été autorisée en France qu'en 1967, avec

un décret appliqué en 1972, donc cinq années où ils ont continué à braver la loi, déroule-t-elle. L'engagement s'est poursuivi avec le Pacs ou, à Marseille, avec la maison LGBT qui s'ouvre rue du Chevalier Roze."

Desserrer l'étau des préjugés, informer, accompagner les victimes d'inceste, les grossesses non désirées, les questions de genre. "Rien n'est acquis et nous le constatons lors de nos interventions en milieu scolaire ou dans les centres sociaux avec les plus jeunes (lire ci-dessous) : il faut informer encore, parler de

tout. De la contraception au virus du Sida dont on ne guérit toujours pas, de l'homosexualité, du consentement...", souffle la présidente.

Aujourd'hui, le planning familial marseillais fête ses soixante ans et est toujours sollicité. D'autres affiches viendront se coller sur les murs, avec d'autres slogans colorés. Mais toujours la même volonté : protéger les libertés.

Christelle CARMONA

Planning familial, 106, bd national (3^e).
@planning_familial13

"Ils grandissent avec le Covid mais pas le préservatif"

Parmi les multiples missions du planning familial, le nombre des interventions en milieu scolaire ne faiblit pas. En 2021, ils étaient près de 7 000 élèves et étudiants à prendre part aux discussions. Connectés, sensibilisés, ils restent cependant assez loin de certaines informations. "C'est ce que l'on constate malheureusement souvent. Ils grandissent avec le Covid, mais pas avec le préservatif", note Anna Bonnin, coordinatrice des actions en milieu scolaire. Alors les innervantes du planning insistent sur le sida, "dont on ne guérit toujours pas malgré ce que beaucoup de jeunes croient" et l'utilisation du préservatif, "car ils ne connaissent pas les autres maladies sexuellement transmissibles". Concernés par les questions de genre et de l'égalité, restent ces préjugés, tenaces.

"Ils ont des connaissances mais les garçons ne sont toujours pas prêts à simplifier. Cela reste une attribution féminine", note-t-elle. Dans les collèges ou les lycées, les questions sur le genre affluent. "Ils sont connectés à TikTok et assez calés sur la question. Comme sur le consentement. Mais quand on creuse un peu, on voit bien que c'est flou. On leur dit qu'il faut dire non à ce qu'on n'a pas



Au planning, deux salons sont dédiés aux rendez-vous individuels. /PHOTO F.S.

envie de faire, mais ça commence avec la bise à une vieille tante, par exemple. Et là, ils sont paumés car nous-mêmes nous le sommes. On voit bien que certaines questions ne se règlent pas en une séance...".
ch.c.

LES CHIFFRES

-En 2021, 3 300 entretiens (gratuits, sans rendez-vous et confidentiels) ont été réalisés sur l'ensemble du département. 19% des personnes accueillies étaient des mineures. Le principal motif d'entretien concernait l'IVG.

-Les usagères peuvent bénéficier de consultations médicales tous les jours de la semaine et depuis un an peuvent y suivre un parcours IVG médicamenteuse en accueil collectif (59 IVG médicamenteuses ont été réalisées en 3 mois).

-À Marseille, parmi les 1562 personnes en consultation gynécologique, 72 l'étaient pour une IVG.

-En 2021, pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône, 23314 ont fait appel au planning familial.